

ASSURANCES DE PERSONNES

La retraite, priorité n° 1 en matière d'épargne, selon le Cercle des Epargnants

“ Le financement des retraites n'apparaît pas réglé malgré la réforme adoptée en 2010. De ce fait, cette thématique occupera le devant de la scène lors de la prochaine campagne pour l'élection présidentielle ”, a prédit Jérôme Jaffré, Directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'Opinion publique lors d'une conférence du Cercle des épargnants. Une affirmation qui s'appuyait sur les résultats 2011 de l'enquête “ Les Français, l'épargne et la retraite ” de cette structure indépendante.

Pour preuve, 57 % des personnes interrogées se disent inquiètes quant à l'avenir de leur retraite. En 2010, avant la réforme, elles étaient 61 % à partager cette opinion. La réforme n'a donc rassuré qu'une infime proportion de Français et a été d'autant plus mal vécue qu'elle apparaît irréversible. A cause d'une espérance de vie inférieure parmi les ouvriers et les employés, ceux-ci souhaiteraient un système de retraite tenant compte à la fois de la carrière et de l'espérance de vie des catégories professionnelles dans le calcul des pensions afin de rétablir une certaine équité. Ainsi, 59 % souhaitent un système intégrant cette différence tandis que 39 % sont favorables au maintien du système actuel en ajustant, si nécessaire, l'âge légal de départ à la retraite et la durée de cotisation.

Inquiètes face à la crise, 35 % des personnes interrogées disent vouloir augmenter leur épargne de précaution. “ *Et l'épargne des Français à long terme a diminué tandis que le montant des liquidités disponibles sur les comptes courants a augmenté* ”, a indiqué Philippe Crevel, Secrétaire général du Cercle des épargnants. Les Français tendent à se rabattre sur les placements de précaution dont l'assurance vie, le livret A et l'immobilier, subissant actuellement une hausse des prix suite à un effet de valorisation après la crise.

A la question “ *qu'est-ce qui vous pousse à épargner ?* ”, 37 % des personnes interrogées le font pour apporter une aide à des membres de leur famille, 30 % mettent de l'argent de côté pour préparer leur retraite et 19 % épargnent pour se prémunir contre la dépendance.

Si la dépendance ne constitue pas une priorité forte en matière de financement car elle n'est citée qu'en 4^{ème} position dans les priorités données aux Français, c'est néanmoins la seconde raison qui pousse les plus de 65 ans à mettre de l'argent de côté. A ce sujet, 34 % sont en faveur d'un système d'assurances volontaires, avec une aide pour les plus modestes, tandis que 31 % privilégient la mise en place d'un système d'assurances obligatoires, intégrant un socle de solidarité pour

les plus démunis. Toutefois, l'enquête révèle que les cadres supérieurs et les professions intellectuelles supérieures sont davantage convaincus par un système d'assurances volontaires afin de se prémunir contre la dépendance alors que les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers penchent plutôt pour un système d'assurances obligatoires.

Selon l'enquête du Cercle des Epargnants, 62 % des Français se prononcent pour la suppression du bouclier fiscal et 70 % se montrent hostiles à la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF). Au cas où le seuil d'entrée de l'ISF serait relevé, 41 % des personnes sondées voudraient voir porter le taux maximum de l'impôt sur le revenu à 45 % pour les très hauts revenus, au lieu de 41 % actuellement. En revanche, les Français souhaitent un statut quo fiscal au regard de l'assurance vie, 6 % seulement des interviewés étant favorables à un durcissement de la fiscalité sur ces contrats.

Geneviève Allaire

